

Paquette, Romain (1982) *Désengagement paysan et sous-production alimentaire*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 212 p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 28, numéro 75, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021678ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021678ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (1984). Compte rendu de [Paquette, Romain (1982) *Désengagement paysan et sous-production alimentaire*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 212 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 28(75), 514–516.
<https://doi.org/10.7202/021678ar>

Le problème posé sur la base de ce diagnostic est de savoir si la paysannerie marginalisée peut être «réhabilitée» et si elle peut prendre toute sa place dans la lutte pour l'autonomie alimentaire, fort bien signalée comme le but à atteindre à la suite des travaux de S. George, F. Moore Lappé et J. Collins, A. Provent et F. de Ravignan. La thèse «optimiste» de Paquette se fonde sur la disposition des paysans, manifestée dans le courant des enquêtes, à modifier l'utilisation traditionnelle du sol agricole, à conquérir des espaces en friche, à adopter de nouvelles cultures, à introduire un petit élevage et surtout à mettre l'accent sur les cultures vivrières (légumes tropicaux et produits maraîchers d'origine européenne) aux dépens des cultures d'exportation. R. Paquette voit là un «réservoir de bonne volonté» :

(...) voici qu'explose aussi le mythe de l'incapacité d'accepter des innovations qui collait à la réputation du petit paysan. Pourquoi ne tirerait-on pas partie de ce dynamisme refoulé ? Pourquoi l'inertie des autorités compétentes à l'égard des obstacles qui bloquent les petits exploitants ? (p. 81)

Certes, mais quelles sont les conditions concrètes d'un tel déblocage ? C'est là tout le débat entre les partisans d'une paysannerie mystifiée et ceux qui proposent une analyse réaliste de la situation agraire. R. Paquette se défend d'adopter une position «romantique»; ceci en rapport avec une observation de l'auteur de ce compte rendu (p. 165). Fort bien, mais l'on ne peut s'empêcher de penser que l'argumentation de Paquette aurait été plus convaincante encore si avait été conduite une analyse historique et géographique plus poussée des conditions d'apparition de cette paysannerie marginalisée. L'on aurait sans doute pu percevoir alors *qu'il n'existe pas de situation d'équilibre* — écologique ou économique-social — antérieur auquel on puisse se référer. Les paysanneries antillaises sont nées du refus de l'esclavage, du «marronnage» et de la dislocation plus ou moins poussée des plantations coloniales. Ce sont des sociétés jeunes (deux siècles d'existence au maximum), fragiles, très dépendantes de l'extérieur — de la ville, de la métropole lointaine. La réhabilitation de ces sociétés méprisées et la chance «historique» pour elles de pouvoir nourrir les pays dont elles sont membres ne pourront voir vraiment le jour que si sont prises en considération les contraintes tout à fait réelles qui pèsent sur elles à tous les niveaux.

L'ouvrage de R. Paquette constitue une contribution importante et originale à la connaissance des paysanneries du Tiers Monde. Il est accompagné d'une bibliographie, d'annexes et de nombreux tableaux statistiques. L'érudition est sûre quoique parfois pesante.

Christian A. GIRAULT
Centre national de la recherche scientifique
France

PAQUETTE, Romain (1982) *Désengagement paysan et sous production alimentaire*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 212 p.

Selon R. Paquette, deux stratégies majeures s'affrontent pour solutionner le problème de l'approvisionnement alimentaire mondial. Celle qui prédomine conduit à l'asservissement alimentaire des pays du tiers-monde. Elle fait peser sur l'humanité, plus que jamais, des menaces de sous-alimentation, de malnutrition, de faim et de famine. La principale stratégie de rechange, selon l'auteur, repose sur la valorisation des petits exploitants agricoles, mésestimée jusqu'ici.

En effet, le modèle «américain» de diffusion — que l'on appelle, entre autre, la «révolution verte» — sauf de très rares exceptions, a entraîné la dégradation des ressources alimentaires des pays du Tiers-Monde. En second lieu, les gouvernements des pays en développement — avec parfois, la bénédiction des pays ou des organismes étrangers — n'ont guère investi dans le paysanat. Ce dernier doit donc adopter une stratégie de défense que l'auteur appelle «stratégie de désengagement».

Comme préalable à toute modernisation du Tiers-Monde il faut renverser l'image « négative » dominante du paysan telle que perçue par les élites. Partir du paysan lui-même c'est reconnaître l'importance des conditions de base telles que l'interaction entre le paysan et son environnement. Pour cela, il faut dégager les raisons du comportement des petits exploitants de manière à comprendre leur logique interne. Sans cette compréhension, le planificateur et l'animateur rural risquent d'échouer dans leurs tentatives pour promouvoir la production agricole locale. Aussi longtemps, que les exploitants agricoles se sentiront comme des marginaux il sera superflu d'attendre d'eux un effort de production alimentaire plus considérable. De plus, toute innovation n'a de chance d'être acceptée par les exploitants agricoles que dans la mesure où elle s'insère habilement dans leur environnement en minimisant le choc et le dépaysement.

L'ouvrage comporte quatre parties : la première (quatre chapitres) décrit la méthode utilisée et l'acquisition des données ; la seconde (chapitre V) porte sur la mesure des écarts constatés entre les cartes d'utilisation réelle (objective) et idéale (subjective) des sols ; la troisième tente d'expliquer les écarts (trois chapitres) ; enfin, la dernière est une analyse comparée des sociétés monocentriques (cas de la Martinique) et polycentrique (cas de la Barbade).

La méthodologie est centrée sur la construction de « *cartes mentales* ». Celles-ci permettent de situer le paysan sur « le continuum » d'utilisation des sols entre les pôles écologique et économique. Le petit exploitant expérimente d'abord le premier rôle avant de ressentir les effets du second. À l'abri des influences de modernisation, il privilégie une utilisation du sol où dominent les éléments écologiques : c'est la polyculture de type vivrier. Par contre, lorsque les forces de modernisation se font sentir la polyculture de type maraîcher se développe. Entre ces deux formes extrêmes on peut trouver un modèle « hybride » comportant des éléments des deux pôles.

Dans la perspective de la recherche, le petit exploitant agricole est conçu comme un preneur de décision selon le sens qu'en donne W.C. Found. Le paysage agricole apparaît donc comme la résultante de multiples décisions prises par les exploitants. Et l'impact de ces décisions sur ce paysage est différent selon que l'on se trouve en territoire où domine la grande exploitation, ou bien dans les zones de petites exploitations. La comptabilité des décisions c'est-à-dire l'analyse des contenus des cartes mentales et leur comparaison avec les cartes d'utilisation réelle permet selon l'auteur de juger des changements qui pourraient être apportés à l'utilisation du sol si les exploitants étaient en mesure d'exercer un meilleur contrôle sur leur environnement. Les résultats soulignent les contrastes entre les deux zones. Ces différences s'expliqueraient par les caractéristiques socio-économiques des exploitants (chapitre 6), par leurs perceptions de l'environnement (chapitre 7) et par leurs attitudes (chapitre 8).

Selon R. Paquette, les différences socio-économiques entre les deux types de région (ou les deux communautés) aident à comprendre la raison d'être des écarts entre comportements observés et comportements désirés des exploitants agricoles de St-Joseph et de Morne des Esses. Mais elles ne les expliquent pas dans leurs raisons profondes. Les décisions de désengagement progressif qu'ont prises les exploitants relèvent avant tout de la façon avec laquelle ils entendent ou perçoivent leur environnement, soit le mode de faire valoir et la taille de leur exploitation, la détérioration climatique et pédologique, la topographie, les rendements, l'écoulement des produits sur le marché domestique et l'encadrement technique (p. 95). Enfin ces perceptions des exploitants, comme toute perception, reposent fondamentalement sur l'information dont ils disposent à l'égard de leur environnement et sur les valeurs qu'ils attachent à cette information, soit leurs préférences.

Si les formes traditionnelles d'agriculture se maintiennent à Morne des Esses (dominance des plantes vivrières) la proximité de Fort de France, la capitale de l'île, expliquerait la rupture avec ces traditions à St-Joseph. Cette influence se ferait sentir à deux niveaux : la substitution d'emplois de type urbain aux emplois de type agricole ; le remplacement des cultures vivrières par des cultures maraîchères. Cette évolution s'explique en partie par les différences de statuts socio-économiques. Mais, dans le cas de la Martinique, la départementalisation touche selon l'auteur tous les martiniquais que ce soit par l'universalité du régime des sécurités sociales ou la finesse du réseau routier. Il faut donc chercher ailleurs l'explication de ces différences entre communautés géographiquement proches l'une de l'autre. Les perceptions de l'environnement économique montrent à St-Joseph plus qu'à Morne des Esses, que les exploitants agricoles trouvent que les prix reçus pour les produits sont faibles, et que l'écoulement sur le marché est

difficile. Rien d'étonnant par conséquent, que les préoccupations des petits exploitants de St-Joseph soient davantage orientées vers la ville. À Morne des Esses par contre, on semble plus satisfait des prix reçus pour les produits agricoles, on se déclare plus en mesure de payer la main d'œuvre dont on a besoin. De plus, au Morne des Esses les écarts entre les cartes d'utilisation idéale et réelle sont minimes par contre, à St-Joseph, les tentatives de cultures commerciales sont nombreuses. Les raisons avancées pour expliquer l'abandon de ces cultures sont diverses ce n'est pas le cas au Morne des Esses. L'analyse aurait été complète si l'auteur avait pu recueillir l'information au sujet des décisions prises à la suite de ces abandons : à savoir, s'il y a eu remplacement par de nouvelles cultures, ou extension de cultures, ou extension de cultures déjà pratiquées, ou disparition pure et simple. Ces questions ont dû, selon l'auteur être mises de côté à cause des difficultés pratiques qu'elles impliquaient sur le terrain.

L'étude comparée des réformes foncières aux Antilles Françaises (Martinique et Marie Galante) et aux Antilles Anglaises (La Barbade) permet de situer les préférences de l'auteur. Selon ce dernier, s'il n'est pas encore possible d'affirmer que l'approche adoptée en Barbade aie réussi son originalité tient au fait, que l'on a essayé d'orienter les tendances existantes au lieu d'entreprendre une réforme grandiose. Dans les Antilles Françaises on aurait imposé une réforme foncière de l'« extérieur » au lieu de l'élaborer sur le terrain avec la participation intense des populations. Au lieu de s'inspirer des valeurs locales, on a préféré importer de nouveaux « décalques » de l'extérieur d'où la perte progressive du contrôle cognitif et affectif de l'environnement par la population locale, accompagnée d'un ressentiment croissant.

L'étude de R. Paquette est intéressante à double titre : elle montre les avantages et les difficultés des travaux de recherche sur le terrain, elle vise par le biais d'une méthode originale à mieux comprendre l'intégration du paysan à son milieu et à mieux saisir les contraintes auxquelles il fait face. Essayer de faire participer le paysan lui-même au processus de la recherche dont il est l'objet est une entreprise ambitieuse et non sans danger. Enfin, à cause des conditions politiques particulières, il se peut que les possessions françaises des Caraïbes ne soient pas directement assimilables aux pays du Tiers Monde. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage constitue un effort louable et original pour l'implantation de solutions nouvelles au problème de la sous-production alimentaire. Écrit dans un langage clair il peut être recommandé non seulement aux spécialistes mais aussi à tous ceux qui s'intéressent d'une manière générale aux politiques de développement agricole.

Jean-Pierre THOUÉZ
Département de géographie
Université de Montréal

HECHT, A., SHARPE, R., WONG, A. (1983) *Ethnicity and Well-Being in Central Canada*. Marburg/Labr, Marburger Geographische Schriften, n° 92, 192 pages.

Contrairement à ce que peut faire croire le titre de cette monographie préparée par des géographes de l'Ontario sur ce phénomène de l'heure, l'étude apporte peu d'éléments nouveaux aux connaissances déjà acquises. Si le but des auteurs est de démontrer la pertinence de l'approche géographique à l'analyse des inégalités ethniques (p. 2), ils n'y arrivent pas. Une fois de plus, les géographes montrent qu'ils sont capables, probablement plus que n'importe qui, de décrire les situations d'inégalité. Mais les décortiquer, les analyser à fond, là c'est une autre histoire !

Divisée en quatre parties, l'étude commence par résumer brièvement les notions devenues classiques de F. Barth, qui donnent lieu à une identité ethnique. On traite ensuite, bien que trop succinctement, de l'histoire des groupes ethniques et de leur peuplement. Il s'en dégage quatre grandes périodes de formation ethnique en Ontario : (1) Peuplement colonial et politique foncière (1763-1886), (2) Immigration massive et sélectivité croissante des immigrants (1886-1945) ; (3) Expansion économique et diversification ethnique (1945-1961) ; (4) Période moderne